

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHIMIREC Aulnay**

4 rue Pierre Fixot  
93600 Aulnay-sous-Bois

Références : /  
Code AIOT : 0006523200

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement CHIMIREC Aulnay implanté 4 rue Pierre Fixot 93600 Aulnay-sous-Bois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite ESP a été réalisée sur le site de Chimirec à l'occasion d'une action régionale. Tous les ESP ont été remplacés suite au déménagement du site de Dugny sur le site d'Aulnay-sous-Bois, en 2022. Les ESP sont donc quasiment neufs.

Lors de l'installation sur le site d'Aulnay-sous-Bois, les fabricants des ESP ont fait appel à des installateurs qui réalisent également le suivi en service des équipements. Les documents relatifs aux ESP ont été envoyés au siège suite à leur installation, et l'équipe HSE n'avait pas encore retrouvé ces éléments le jour de l'inspection.

Toutefois, la société a fait appel aux services de la société DEKRA suite à l'annonce de la visite de l'inspection par la DRIEAT. Il est prévu que Chimirec signe un contrat de suivi en service des ESP avec cette société.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC Aulnay
- 4 rue Pierre Fixot 93600 Aulnay-sous-Bois
- Code AIOT : 0006523200

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Chimirec d'Aulnay regroupe, trie et traite des déchets dangereux et non-dangereux. Il héberge les activités auparavant exploitées sur le site historique de Dugny, aujourd'hui à l'arrêt. Depuis 2023, le site a obtenu la triple certification ISO 9001, 14 001 et OHSAS 18 001. En 2022, le site a pris en charge 40 000 tonnes de déchets. L'effectif sur le site est de 124 salariés.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
3	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
4	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
5	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La date des prochaines inspections et requalifications périodiques n'est pas encore arrivée, en raison de la mise en service assez récente du site.

A ce stade, l'exploitant a pu établir une liste des ESP se rapprochant du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, malgré quelques informations manquantes. L'exploitant complètera alors la liste, notamment en rajoutant les informations relatives à ses équipements frigorifiques. Il veillera à la mettre à jour au cours du temps, ainsi qu'en fonction des commentaires de l'inspection et de l'évolution du parc des ESP.

Il est également demandé à l'exploitant de rassembler l'ensemble des dossiers ESP et des contrôles réalisés dans une base de données spécifique pour les retrouver plus facilement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  Suite à l'annonce de la visite d'inspection, l'exploitant a repris en main le suivi des ESP, et a établi une liste conforme à l'article 6.III susvisé. Néanmoins, pour les ESP des systèmes frigorifiques, étant installés en toiture, le volume et la pression n'ont pu être établis. Il est demandé à l'exploitant de retrouver les volumes et PS de ces équipements, notamment à l'aide des fiches techniques. A ce titre, les ESP 18 et 19 sont considérés comme n'étant pas soumis au suivi en service, car ils sont de catégorie I, selon le classement de DEKRA. L'exploitant devra rectifier cet élément ou justifier auprès de l'inspection leur exemption au suivi en service. Pour beaucoup d'ESP, l'exploitant a indiqué des dates d'inspection rapprochées par rapport à la date de mise en service. Cela est lié au fait que ces ESP sont reliés à des systèmes de protection contre l'incendie. Notamment, les assurances demandent des types de contrôles à une fréquence différente (plus rapprochée) des inspections périodiques ESP. Par exemple, pour les bouteilles d'argon, des contrôles de la pression ont lieu tous les six mois d'après l'exploitant, au même titre par exemple que le contrôle des RIA, du système de détection automatique et du sprinklage. Toutefois, ces contrôles ne correspondent pas aux inspections définies dans la réglementation des ESP. Concernant les ESP 10 à 15, c'est-à-dire les bouteilles d'argon, ils relèvent du a) de l'article R.557-11-1 du code de l'environnement relatif aux ESP transportables : "a) Les récipients à pression, leurs robinets et autres accessoires le cas échéant, tels qu'ils sont couverts par le chapitre 6.2 des annexes de l'arrêté prévu par l'article L. 1252-1 du code des transports". L'arrêté ministériel du 20/11/17 relatif aux équipements sous pression n'est pas applicable pour les ESP 10 à 15. Durant l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant les périodicités réglementaires de ses ESP : 3 ans après la date de mise en service, puis tous les 4 ans, ou 4 ans après chaque requalification périodique. Néanmoins pour les ESP soumis à déclaration et contrôle de mise en service, les périodicités sont de 4 ans à compter de la mise en service. Pour les ESP disposant d'un plan d'inspection, les échéances des inspections et requalifications périodiques peuvent varier.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant complètera son tableau, notamment les informations relatives à ses équipements frigorifiques, et le mettra à jour en fonction en notant les dates d'échéances des prochaines inspections et requalifications périodiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
<b>Constats :</b>  Le service HSE n'était pas en possession des CR d'inspection périodique le jour de l'inspection. Toutefois, les mises en service de tous les ESP sont récentes (2022 et 2023), donc les prochaines inspections périodiques réglementaires ne sont pas attendues avant 2025 ou 2026. Pour les équipements frigorifiques, des plans d'inspection sont généralement mis en œuvre, selon l'article 13 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des ESP. Ils se basent sur le cahier technique professionnel portant sur le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression (annexe 2 de l'arrêté de 2017 susvisé). A priori, aucun plan d'inspection n'est mis en œuvre concernant ces appareils frigorifiques. Dans ce cas, ce sont les articles opposables à l'exploitant pour les ESP ne faisant pas l'objet d'un plan d'inspection qui s'appliquent.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Observation : Il est recommandé à l'exploitant de regrouper toute la documentation relative aux ESP et à leur suivi en service.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Vérification des échéances de la requalification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :  <ul style="list-style-type: none"><li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li><li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li><li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li><li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li><li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li><li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li></ul> Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
<b>Constats :</b>  Les dates de mise en service des ESP sont récentes (2022 ou 2023). Le moment des requalifications périodiques n'est donc pas encore arrivé. Pour tous les ESP dont l'exploitant dispose, la requalification périodique est a minima décennale.  Pour les équipements frigorifiques, des plans d'inspection sont généralement mis en œuvre, selon l'article 13 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des ESP. Ils se basent sur le cahier technique professionnel portant sur le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression (annexe 2 de l'arrêté de 2017 susvisé). A priori, aucun plan d'inspection n'est mis en œuvre concernant ces appareils frigorifiques. Dans ce cas, ce sont les articles opposables à l'exploitant pour les ESP ne faisant pas l'objet d'un plan d'inspection qui s'appliquent.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Observation : Dans la liste des ESP, certains systèmes frigorifiques fonctionnent avec un fluide du groupe 1, le HFC, en raison de son caractère inflammable. Toutefois, ce fluide n'a pas de propriétés toxiques ou corrosives. Donc la périodicité de la requalification est également décennale, en l'absence de plan d'inspection périodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Contrôle de l'état de l'équipement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b>  Les équipements sous pression qui ont été vus le jour de la visite d'inspection sont les suivants : - l'ESP n° 14 : bouteille d'Argon dans le local informatique ; - l'ESP N° 4 : vase d'expansion de la station de lavage. Ces ESP sont quasiment neufs, car ils ont été installés au commencement des activités, après la construction du bâtiment. L'aspect extérieur de ces équipements est très satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Contrôle des accessoires de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
<b>Constats :</b>  Seuls les ESP n° 4 et 14 ont fait l'objet d'une inspection visuelle. Comme vu précédemment, les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ne sont pas opposables pour le suivi en service pour les bouteilles d'argon (ESP 10 à 15). Cependant, pour ces bouteilles, les éléments suivants ont été relevés : La pression augmente proportionnellement en fonction de la température. C'est la raison pour laquelle l'argon se disperse dans la pièce lorsqu'un incendie se propage, pour créer une raréfaction en oxygène. Des contrôles de pression sont réalisés tous les 6 mois pour s'assurer de l'absence de perte de produit. Le réservoir doit être rechargé si la pression est inférieure à 270 bar à 15 °C. Lors des deux derniers contrôles, la pression mesurée était de 300 bars, ce qui était satisfaisant. Le manomètre indiquait également cette même pression le jour de la visite. Pour l'autre ESP, le n° 4, la PS est de 2.5 bar. Le fournisseur a informé l'exploitant que le vase d'expansion n'avait pas de soupape car la faible puissance de la pompe ne permet pas d'excéder 1,5 bar à plein régime.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite